



30 octobre 2025

Mode de rémunération des médecins

Question principale

Marwah Rizqy

Parti libéral du Québec
Saint-Laurent
Cheffe de l’opposition officielle

Est-ce que le premier ministre peut s'engager à effectuer un arbitrage non exécutoire pour la loi 2?

Réponse principale

François Legault

Coalition Avenir Québec
L'Assomption
Premier ministre
Responsable de la région de l’Abitibi-Témiscamingue

Il y a un consensus pour changer le mode de rémunération des médecins. Si on attend d'avoir l'accord des deux syndicats des médecins pour effectuer ce changement, on ne le fera jamais. L'arbitrage non exécutoire ne serait guère différent de la médiation que nous avons tentée et que les syndicats ont rejetée.

Mode de rémunération des médecins

Question principale

Marc Tanguay

Parti libéral du Québec
LaFontaine
Porte-parole de l’opposition officielle en matière de santé et responsable de la région de la Capitale-Nationale

Le projet de loi visant à modifier la rémunération des médecins s’inscrit dans un climat de crise politique. Il y a un grand exode des médecins québécois. Est-ce que le ministre peut s'engager à ne pas faire ce changement?

Réponse principale

Christian Dubé

Coalition Avenir Québec
La Prairie
Ministre de la Santé

Les changements sont effectués pour les patients, soit les 1,5 million de Québécois qui n'ont pas de médecin de famille. Les Québécois sont forcés d'aller aux urgences parce qu'ils ne sont pas capables de voir un médecin. Une action rapide s'impose.

CALACS de Longueuil

Question principale

Brigitte B. Garceau

Parti libéral du Québec

Robert-Baldwin

Porte-parole de l'opposition officielle en matière de condition féminine, pour la protection de la jeunesse, pour le suivi du rapport Rebâtir la confiance et responsable de la région du Centre-du-Québec

Le CALACS de Longueuil est en manque de ressources. Des centaines de femmes victimes de violences sexuelles cherchent refuge. Les hausses de financement ne sont pas suffisantes pour ce CALACS menacé de fermeture. Qu'est-ce que le ministre peut répondre à ceci?

Réponse principale

Simon Jolin-Barrette

Coalition avenir Québec

Borduas

Ministre de la Justice et Ministre responsable des Relations canadiennes
Leader parlementaire du gouvernement

Les ressources offertes en matière de lutte contre les violences à caractère sexuel ont augmenté : des services d'urgence ont été mis en place et des maisons d'hébergement ont été financées.

Manque de ressources en santé mentale

Question principale

Elisabeth Prass

Parti libéral du Québec

D'Arcy-McGee

Porte-parole de l'opposition officielle en matière de lutte contre l'itinérance, de de relations avec les Québécois d'expression anglaise, de santé mentale, de services sociaux et pour les personnes vivant avec un handicap ou avec le spectre de l'autisme

Le ministre de la Santé et le gouvernement ont des responsabilités envers les personnes vivant des enjeux de santé mentale. Il y a un manque de ressources et de disponibilités. Les Québécois sont placés dans une liste d'attente. Les "services" promis font référence à une gestion de la liste d'attente plutôt qu'à la gestion des patients en santé mentale. Qu'est-ce que le ministre peut répondre aux Québécois concernés?

Réponse principale

Christian Dubé

Coalition Avenir Québec

La Prairie

Ministre de la Santé

On veut s'assurer que les fonds soient dépensés de manière optimale. Il faut prendre du recul et réaliser qu'il ne faut pas seulement mettre de l'argent supplémentaire, mais aussi l'utiliser de manière optimale. C'est à la direction de la FSMQ de prioriser certains enjeux et de diriger les fonds vers ceux-ci.

Besoin d'aide alimentaire

Question principale

Ruba Ghazal

Québec solidaire
Mercier
Cheffe du deuxième groupe d’opposition
Porte-parole du deuxième groupe d’opposition
en matière d’indépendance, de féminisme, de
nationalisme inclusif, de relations
intergouvernementales canadiennes et
responsable des régions de la Mauricie et du
Saguenay–Lac-Saint-Jean

*Il y a une explosion des demandes
d'aide alimentaire, et la majorité
des personnes qui en dépendent
sont des enfants. Cette crise
survient en même temps qu’une
hausse marquée du coût de la vie
— logement, transport, épicerie.
Malgré cela, le gouvernement a
décidé de geler les subventions
aux organismes qui soutiennent
directement la population. Il faut
agir pour freiner cette hausse du
coût de la vie. Que compte faire le
premier ministre pour soutenir les
Québécois qui ont besoin d’aide
alimentaire?*

Réponse principale

François Legault

Coalition Avenir Québec
L'Assomption
Premier ministre
Responsable de la région de l’Abitibi-
Témiscamingue

*C’est inexact. Les subventions
destinées aux populations
vulnérables n’ont pas été
touchées. Nous avons doublé le
financement consacré à l’aide
alimentaire pour les enfants et
ajouté des centaines de millions
de dollars pour soutenir l’aide
alimentaire destinée aux adultes.
Actuellement, on compte environ
560 000 immigrants temporaires
au Québec, et une part importante
d’entre eux se tourne vers les
banques alimentaires. Cette
pression s'ajoute aux difficultés
d’accès aux services, au logement
et aux ressources dans les écoles.
Le gouvernement fédéral doit
réduire le nombre d’immigrants
temporaires afin d’alléger cette
pression sur les services
essentiels.*

Loi 2

Question principale

Vincent Marissal

Québec solidaire
Rosemont
Porte-parole du deuxième groupe d’opposition
en matière d’administration gouvernementale
et pour le Conseil du trésor, d’éthique, de
santé, de sports, de loisirs et de plein air, pour
la Métropole et responsable de la région de la
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

*La communauté médicale est
frustrée et en colère, à l’exception
des quelque 830 médecins qui ont
quitté le réseau public pour le
privé et qui, eux, sont protégés de
la loi 2. Le ministre reconnaît-il
qu’il est l’architecte de la
déconstruction du réseau public?*

Réponse principale

Christian Dubé

Coalition Avenir Québec
La Prairie
Ministre de la Santé

*La main-d’œuvre indépendante a
contribué à renforcer le réseau.
Nous avons réduit la paperasse
imposée aux médecins pour leur
permettre de prendre davantage
de patients en charge. Le réseau
de la santé avait besoin de
changements majeurs, et nous
nous engageons à réformer le
mode de rémunération.*

Alliance avec l'Ontario

Question principale

Paul St-Pierre Plamondon

Parti Québécois

Camille-Laurin

Chef du troisième groupe d'opposition

Porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière d'indépendance du Québec et de finances

Le premier ministre démontre une relation forte avec le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford . Il faut cependant faire la différence entre un voisin et un allié. La fédération canadienne travaille contre nous. On ne peut pas compter sur l'Ontario pour plusieurs dossiers, notamment en santé. Est-ce que le premier ministre comprend qu'on ne peut pas compter sur la fédération canadienne?

Réponse principale

François Legault

Coalition Avenir Québec

L'Assomption

Premier ministre

Responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

On fait référence au projet de l'indépendance du Québec, un projet noble que j'ai déjà appuyé. Cependant, la majorité de la population ne l'appuie pas. Le gouvernement actuel tente plutôt de valoriser la culture et la langue québécoise tout en coopérant avec la fédération canadienne, plutôt que de tenter de convaincre la majorité de la population de voter pour l'indépendance.

Crise du logement

Question principale

Andrés Fontecilla

Québec solidaire

Laurier-Dorion

Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de logement et d'habitation, de lutte contre le racisme, de sécurité publique, de tourisme et responsable de la région du Centre-du-Québec

Le Québec traverse la pire crise du logement de son histoire. Depuis 2020, les loyers ont augmenté de 31 %, et le nombre de dossiers traités au TAL a triplé en cinq ans. La ministre de l'Habitation a déposé une nouvelle méthode de calcul des loyers qui, au final, entraînera des hausses encore plus importantes. Qu'est-ce que la ministre peut répondre aux citoyens?

Réponse principale

Suzanne Blais

Coalition avenir Québec

Abitibi-Ouest

Députée d'Abitibi-Ouest

Adjointe parlementaire de la ministre responsable de l'Habitation

On est en mouvement, on a beaucoup fait dans les dernières années, mais il n'est pas possible d'avoir 0 % d'augmentation. On construit des HLM et on soutient les locataires, mais il n'y a pas de solution magique à la crise de logement.

